

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/La-cinquieme-etoile-du-Mercosur>

La cinquième étoile du Mercosur

- Empire et Résistance - Blocs régionaux - MERCOSUR -

Date de mise en ligne : vendredi 9 décembre 2005

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

L'entrée du Venezuela comme membre à part entière du Mercosur a été accélérée à la suite du sommet de Mar del Plata, où les quatre membres de l'alliance régionale (Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay) plus Caracas ont été les seuls à rejeter la zone de libre Commerce des Amériques (ALCA) proposée par les Etats Unis. D'autre part, ces bonnes nouvelles sont peut-être la dernière occasion d'approfondir l'intégration régionale, qui souffre d'une forte stagnation avec des tendances à la désagrégation.

Quatorze ans après la signature du Tratado de Asunción (Traité d'Asunción) qui a créé le Mercosur, l'alliance n'a cessé d'être une union douanière imparfaite, dans laquelle abondent les exceptions au « tarif externe commun » (qui unifie les taxes douanières), il n'existe pas de libre circulation de marchandises et les obstacles commerciaux entre les partenaires se multiplient. Le sommet d'Ouro Preto (Brésil, décembre 2004) s'est terminé sur un échec au moment d'avancer dans l'institutionnalisation du bloc, qui aurait dû être doté d'un Parlement et d'un programme commun. Après la réunion de fin de novembre entre Luiz Inacio *Lula* da Silva et Nestor Kirchner à Port Iguazú, pour commémorer les 20 ans du premier accord d'intégration entre l'Argentine et le Brésil, il a été proposé de relancer l'alliance régionale et de l'approfondir avec l'intégration du Venezuela.

Et voilà que *Lula* a mis le doigt sur le noeud des problèmes : "Notre intégration ne peut pas signifier une spécialisation où un pays grandit en matière industrielle et un autre dans le rôle de fournisseur de biens agricoles". La phrase paraissait viser la fédération industrielle de Sao Paulo, acteur intransigeant dans le conflit commercial avec l'Argentine. Le problème est que le commerce entre les deux pays accumule 30 mois de déficit pour l'Argentine, pays qui est inondé par des appareils électroménagers brésiliens. Cette année le déficit a doublé par rapport à 2004, puisque les exportations brésiliennes vers leur partenaire croissent six fois plus que ses importations. Pire encore : Le Brésil exporte vers l'Argentine des voitures, téléphones cellulaires, tracteurs et du fer, et importe du blé, pétrole, oignons et de la farine.

Les asymétries sont les conséquences de la crise qui a balayé la région entre 1999 et 2001. Le commerce bilatéral s'est multiplié par 4.5 entre 1991 et 1998, mais entre 1999 et 2003, il a baissé au niveau du début de la décennie : en 1997-1998, les exportations du Brésil vers le Mercosur représentaient 17.2 % de son commerce extérieur, en passant à 5.5 % en 2002. A l'inverse, les exportations vers Brésil des trois pays partenaires représentaient dans la première période 31.3 % de leurs exportations totales ; en 2004, elles étaient à peine de 16.4 %. Dans ce remaniement, l'industrie argentine est la grande perdante : en 1998, 13 % de machines à laver et de 11 % des réfrigérateurs à deux portes qui étaient vendus en Argentine provenaient du Brésil ; en 2003, les chiffres étaient montés à 41 et 63 %, respectivement.

En 1980, l'économie du Brésil était 1.1 fois plus grande que celle de l'Argentine et en 2002 la différence a augmenté à 4.9. Entre 1990 et 1999, le Brésil avait recueilli 60 % des investissements étrangers directs dans la région, et en 2003 cela représentait 95.5 % du total, mais dans l'industrie manufacturière ils ont été 23 fois plus importants que pour l'Argentine. Tandis que l'industrie des véhicules à moteur argentine a été décapitalisée pendant la crise et a réduit sa production, celle du Brésil a continué de grandir sur des rythmes vertigineux.

Le principal problème est que les gouvernements se sont montrés incapables au moment de délimiter les dommages du libre commerce, une sorte de monstre qui défigure les économies en introduisant des déséquilibres et des désajustements structurels qui rendent non viable l'intégration. La lutte pour les importations argentines d'appareils électroménagers brésiliens a été en réalité une lutte entre la multinationale argentine Techint et l'industrie pauliste, deux acteurs qui pressent leurs gouvernements respectifs et les menacent de produire des situations d'ingouvernabilité.

Là sont les causes de fond qui bloquent l'approfondissement du Mercosur et produisent des situations que les états nationaux ne peuvent pas contrôler. L'intégration à part entière du Venezuela, qui doit encore dépasser de sérieux

écueils, peut équilibrer les relations tant politiques comme commerciales. Kirchner, le plus intéressé à pousser l'entrée, aspire à ce que la présence de Caracas dans le bloc contribue à résister au poids hégémonique de Brasilia dans la région, qui prétend concevoir un processus d'intégration à sa mesure. En ce sens, la présence de Chavez va contribuer à accélérer les pas de la Confédération Sud-américaine de Nations (CSN), projet qui jusqu'à présent opposait les présidents du Brésil et d'Argentine par des questions de direction.

L'alliance avec le Venezuela peut être la clef pour que l'Argentine dépasse cette situation critique en matière d'hydrocarbures, alors qu'approche la récolte de céréales - entre mars et juillet prochains -, principale ligne exportatrice argentine. En parallèle, Chavez s'est engagé à acquérir au moins 500 millions de dollars de la dette argentine, ce qui peut contribuer à dépasser l'étranglement qu'imposent les 1.700 millions de dollars qu'elle doit payer au FMI avant la fin de l'année. Pour le Brésil, le Venezuela offre des occasions excellentes pour l'expansion de sa principale entreprise, Petrobras, qui a mis les pieds dans les gisements régionaux. Parmi, les accords signés par Kirchner et Chavez vers le milieu de novembre il y a la construction d'un gazoduc qui unira le Venezuela à l'Argentine en passant par le Brésil, ce qui peut être considéré comme une pièce stratégique de l'intégration.

Finalement, avec l'intégration du Venezuela, le rôle de la région dans les organismes internationaux sera plus significatif. La prochaine réunion de l'OMC à Hong-Kong peut être une bonne occasion pour que le bloc montre une plus grande capacité d'initiative et de négociation. L'occasion de récupérer le temps perdu, en particulier depuis la signature du Consensus de Buenos Aires, entre Lula et Kirchner, il y a déjà deux ans, est à portée de la main, si les états se décident à mettre des limites au libre commerce.

Traduction de l'espagnol et pour El Correo : Pierre Molines.

[La Jornada](#).

Mexique, 9 décembre 2005